

Maingain se confie et charge Lutgen

Le président de DéFI, décisif pour débloquer la crise politique à la Fédération, a avancé quelques pistes. Il ne mâche pas ses mots à l'égard de Benoît Lutgen.

Le monde politique francophone est suspendu aux décisions d'Olivier Maingain. Mais le président de DéFI, incontournable dans la recherche d'une solution à la crise politique en Fédération Wallonie-Bruxelles, est parti en vacances. Il faudra attendre son retour pour connaître ses intentions.

Le Bruxellois a d'ores et déjà fixé le rendez-vous. Le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert avancera ses propositions le 20 août prochain. « *Mais nos conditions seront importantes* », prévient-il dans une interview accordée au *Vif/L'Express*.

S'il n'y a jamais eu « *une totale harmonie des majorités entre les gouvernements wallon, bruxellois et francophone* », il y a traditionnellement eu davantage de symétries entre les gouvernements de Wallonie et de la Communauté française, selon le président de DéFI. « *La Fédération Wallonie-Bruxelles est l'union des deux Régions, elle doit en refléter la réalité politique* », souligne Olivier Maingain.

Le patron des démocrates francophones se montre prudent sur une participation à la majorité bruxelloise, car celle-ci est plus difficile à composer qu'en Wallonie, « *en raison de l'équilibre linguistique et de l'absence de parti dominant* ». Une majorité d'un siège, réunissant le MR, le cdH et DéFI, « *ne serait pas raisonnable* ».

**Que Benoît Lutgen
« reconnaisse sa faute »**

La situation est par contre dif-

férente en Fédération Wallonie-Bruxelles. « *À mon retour, vers le 20 août, je ferai des propositions pour que nous entrions dans la majorité francophone* », annonce Olivier Maingain. « *Au gouvernement de la Fédération, il faudra bien qu'ils intègrent un parti pouvant faire le lien avec Bruxelles et c'est sans doute notre rôle. Mais nos conditions seront importantes.* »

Ces conditions concernent la gouvernance – et notamment l'exigence d'écarter les parlementaires inculpés par la justice – et le maintien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le respect de ses compétences. Olivier Maingain souhaite aussi que « *celui qui a débranché la prise* », le président du cdH Benoît Lutgen, « *reconnaisse sa faute* ». « *Monsieur Lutgen a mis les francophones en position de faiblesse. Il a donné un avantage à la N-VA et préparé la septième réforme de l'État. Donc, il faut que l'on s'y prépare* », conclut-il. ■

« Monsieur Lutgen a mis les francophones en position de faiblesse. Il a préparé la septième réforme de l'État. »